

FICHE THÉMATIQUE

Participation et citoyenneté



CONNECTER L'UNION EUROPÉENNE AVEC LES JEUNES

Comment renforcer la confiance des jeunes envers la démocratie au sein de l'Union européenne ? Comment donner aux jeunes les moyens d'influencer les décisions européennes?

Alors que les décisions européennes ont un impact direct sur la vie des jeunes (emploi, mobilité, climat, numérique, éducation...), leur implication dans les processus décisionnels reste limitée. Seulement 46 % des jeunes Européens ont voté aux élections européennes de 2019, un chiffre en augmentation par rapport aux scrutins précédents, mais qui reste bien inférieur à celui des autres catégories d'âge. La participation ne peut pas se limiter au vote : elle doit aussi passer par des espaces de dialogue réguliers entre les jeunes et les institutions européennes. Pourtant, les consultations existantes manquent de visibilité et peinent à influencer réellement les décisions. Beaucoup de jeunes les perçoivent comme symboliques et sans effet concret, ce qui renforce la frustration et le désengagement.

Retours globaux de la consultation

Si beaucoup reconnaissent que l'Union européenne protège dans une certaine mesure les valeurs démocratiques, beaucoup de jeunes mentionne le fait que leur **voix reste marginale dans les décisions**. Les consultations existantes sont souvent perçues comme symboliques : **« on écoute sans vraiment entendre »**. Ce **déficit de reconnaissance** s'accompagne d'une fatigue démocratique, accentuée par la **polarisation du débat public** : les jeunes disent vouloir échanger, mais se heurtent à des **contextes de discussion tendus, où l'expression devient difficile**.

Pour retrouver confiance, **ils et elles réclament des dispositifs de participation visibles, concrets et suivis d'effets : des espaces "par et pour les jeunes"**, où leurs propositions auraient une réelle influence sur les politiques.



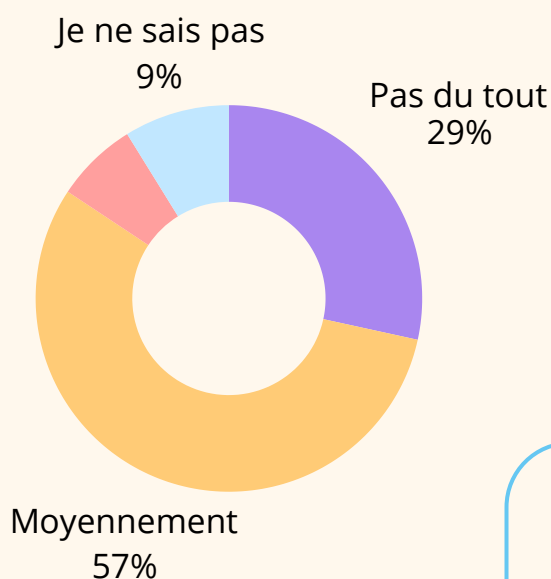
Youth Goal #1 : Connecter l'UE avec les jeunes

Renforcer la confiance des jeunes dans le projet européen en répondant au déficit démocratique, au manque de transparence et de visibilité des institutions.

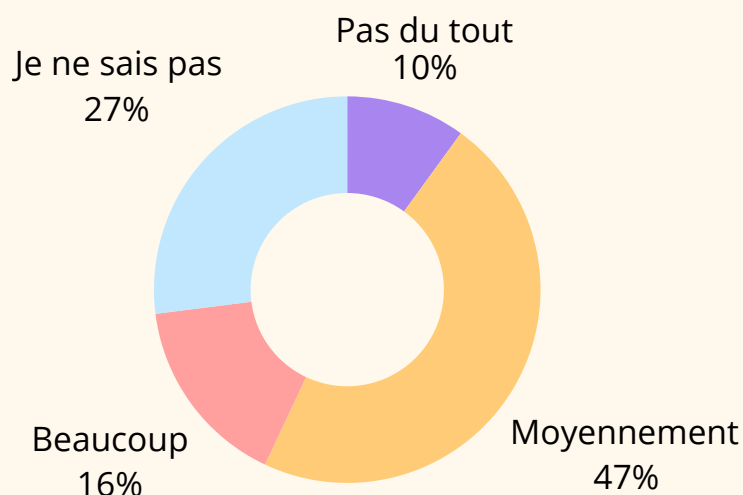
Retours de l'enquête

Avez-vous l'impression que les besoins et préoccupations des jeunes sont pris en compte dans les lois et les politiques...

En France

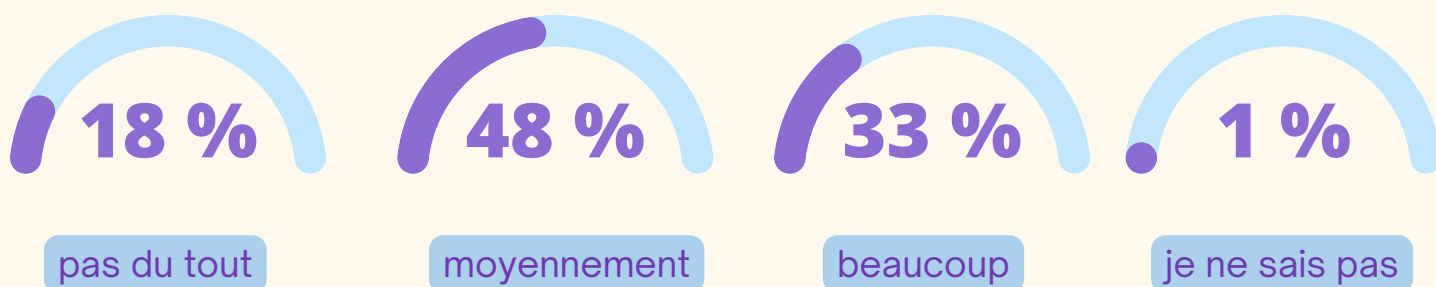


Dans l'UE



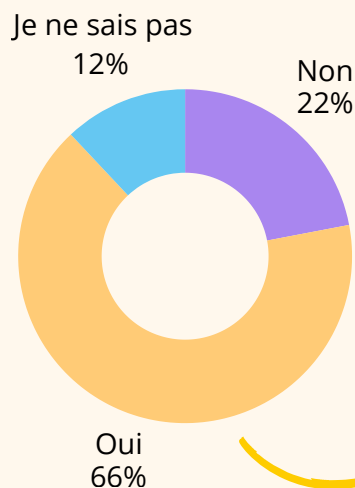
Lorsqu'on leur demande si leurs besoins sont pris en compte dans les politiques publiques, près de 30 % des jeunes estiment que ce n'est « pas du tout le cas » en France, contre seulement 10 % pour l'Union européenne. Cette différence suggère que les jeunes se sentent davantage écouté-es par l'Europe que par l'État. Mais on notera qu'il y a presque trois fois plus de "Je ne sais pas" pour l'UE ce qui montre un manque de compréhension du fonctionnement et de l'impact des politiques européennes.

Avez-vous confiance dans les institutions européennes pour prendre les bonnes décisions et mettre en place les politiques adaptées ?

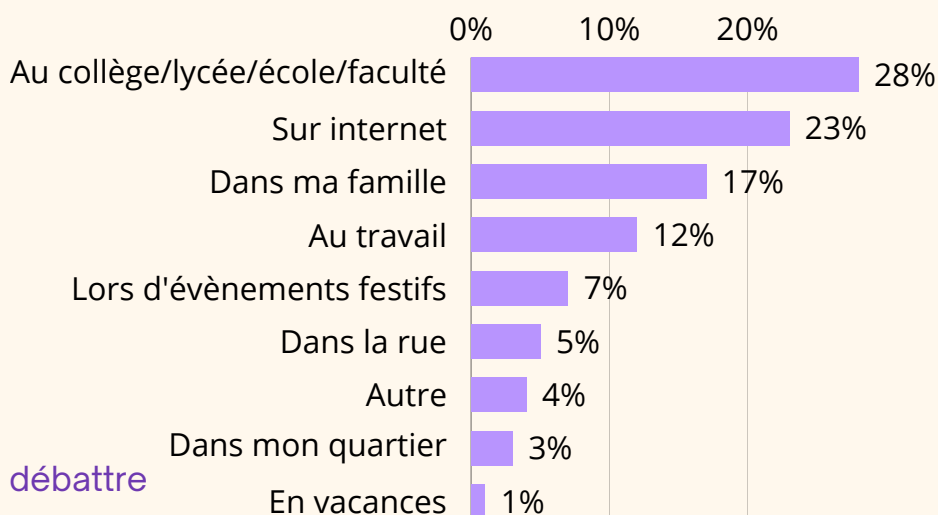


La confiance reste équilibrée mais fragile : un tiers des jeunes croient en la capacité de l'UE à agir efficacement, tandis qu'une moitié reste prudente, en attente de preuves concrètes de proximité et d'écoute.

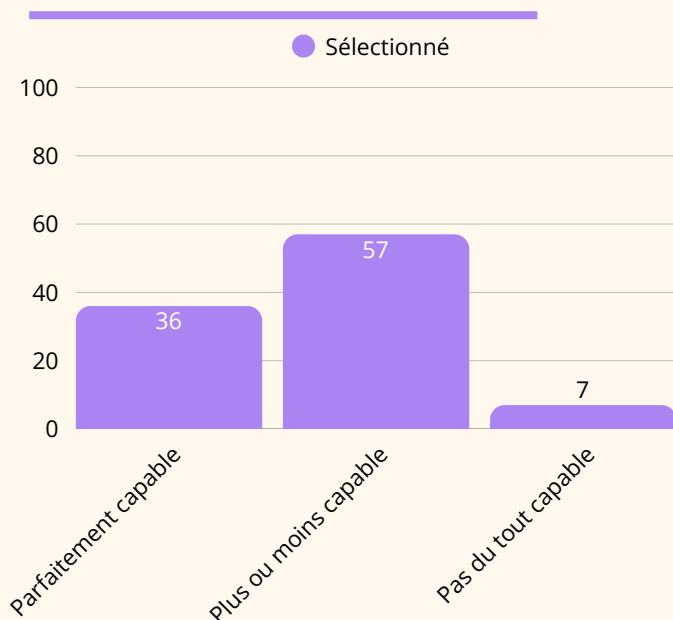
Rencontrez-vous régulièrement des personnes exprimant des opinions totalement opposées aux vôtres ?



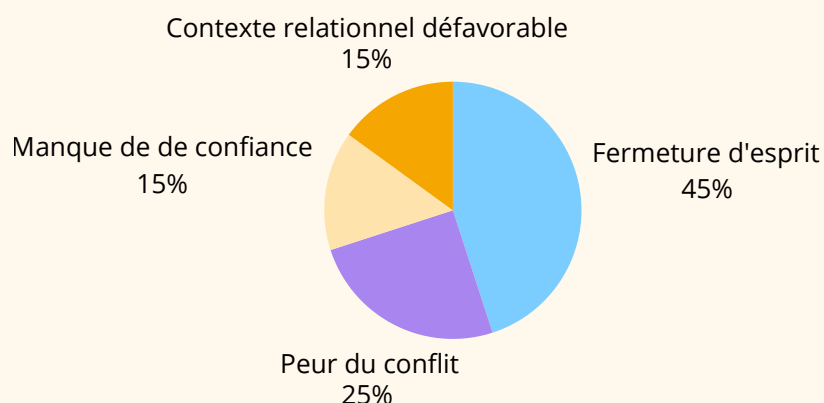
Si oui, où les rencontrez-vous le plus souvent ?



Vous sentez-vous capable de débattre et d'échanger avec des personnes ayant des opinions très opposées aux vôtres ?



Si vous vous en sentez plus ou moins ou pas du tout capable, pour quelles raisons ?



En parallèle, la majorité des jeunes rencontrent régulièrement des personnes aux opinions opposées, principalement à l'école (28 %) et sur les réseaux sociaux (24 %). Si plus de la moitié se disent capables de débattre, près d'un-e sur trois se sent mal à l'aise ou impuissant-e face à la polarisation. Les principales difficultés évoquées sont la fermeture d'esprit (45 %) et la peur du conflit (25 %). Cette tension entre envie de dialogue et fatigue du débat illustre un besoin d'espaces sûrs où les jeunes peuvent échanger sans crainte ni jugement.



Les discussions autour de la participation et de la démocratie européenne ont révélé une **demande forte d'écoute, de reconnaissance mais surtout de prise en compte et de résultats concrets**. Les jeunes expriment un sentiment récurrent d'être consulté·es sans que leurs propositions ne soient réellement prises en compte, ce qui alimente un déficit de confiance dans les institutions.

Malgré cela, les participant·es montrent une volonté claire d'agir, de comprendre le fonctionnement démocratique européen et de contribuer activement aux décisions qui concernent leur avenir.



Confiance dans la démocratie européenne

CONSTATS

- Le **manque d'information est perçu comme le premier obstacle à la participation** : dans un panel d'atelier **30 % des jeunes ne savaient pas qu'ils pouvaient voter aux élections européennes, et plus de 80 % ignoraient qu'ils pouvaient contacter leurs représentant·es**.
- L'Union européenne est souvent décrite comme une **"immense bureaucratie loin de la vie quotidienne"**, ce qui crée un sentiment d'éloignement.

PISTES D'ACTION

- **Mieux informer sur les droits civiques européens** et les moyens d'agir.
- Rendre les institutions **plus accessibles et visibles dans les territoires**, y compris **ultramarins et ruraux**.
- Développer une **éducation civique européenne** dès le collège et dans l'éducation non formelle.
- Créer des **dispositifs de participation à long terme**, avec des retours concrets aux jeunes.



Espaces de dialogue et représentativité

« Il faut des espaces où on puisse parler sans peur d'être jugé·e. »

CONSTATS

- Les jeunes expriment le **besoin de dialoguer dans des espaces bienveillants** où leur parole est écoutée et valorisée.
- La **fatigue démocratique** s'installe quand les consultations restent symboliques ou ponctuelles.
- Le **manque de retours sur les propositions décourage la participation future.**
- Certains jeunes évoquent aussi des **difficultés à débattre sereinement face à des opinions contraires**, notamment sur les réseaux sociaux..

PISTES D'ACTION

- Créer des **instances pérennes "par et pour les jeunes"** au niveau local, national et européen.
- Mettre en place des **outils de suivi et de restitution accessibles** pour montrer l'impact des propositions.
- Former les adultes accompagnant ces espaces (enseignant·es, animateur·rices, élu·es) à la **méthodologie du dialogue intergénérationnel.**

« On veut être écouté·es, pas juste entendus pour la photo. »

Les jeunes des zones rurales, des MFR ou en situation de handicap **se disent en général moins informés.** Et ce, du fait du **manque d'accessibilité** (langage, lieux, moyens de transport, moyens financiers, adaptation à différents types de handicap) ce qui limite la participation de certain·es groupes. Cela donne l'impression à une majorité de jeunes dans cette situation ayant participé que les dispositifs participatifs sont réservés à des publics déjà engagés, dits valides, ou issus de milieux urbains.

